

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/CTE/GEN/4  
20 novembre 2002

(02-6437)

Comité du commerce et de l'environnement

Original: anglais

## DÉCLARATION DU PNUE

Déclaration du PNUE à la session ordinaire du Comité du commerce  
et de l'environnement du 8 octobre 2002

### Points 1 et 5

1. La présente déclaration au nom du PNUE a été élaborée dans le contexte de nos préparations pour la réunion coparrainée par les AEM et le PNUE qui doit se tenir le 11 novembre, immédiatement avant la Session extraordinaire de la séance d'information du Comité du commerce et de l'environnement concernant les AEM. Elle porte également sur certains points de l'ordre du jour de la présente session ordinaire du CCE. Bien que cette déclaration émane du PNUE, elle reflète un grand nombre de points qui se sont dégagés des consultations avec les collègues des Secrétariats des AEM sur ces questions.
2. Tout d'abord, le PNUE souhaite remercier le Secrétariat de l'OMC pour sa coopération, qui a facilité l'organisation de la réunion AEM-PNUE du 11 novembre sur l'amélioration de l'échange de renseignements entre les AEM et l'OMC. Cette coopération est un exemple concret de celle qui devrait exister entre des organisations intergouvernementales ayant des mandats et des compétences différents, si la communauté internationale souhaite garantir le développement durable. Elle est conforme au Plan de mise en œuvre convenu par les gouvernements lors du récent Sommet mondial sur le développement durable qui lance un appel pour "renforcer la coopération entre le PNUE et les organismes et institutions spécialisées des Nations Unies, les institutions de Bretton Woods et l'OMC dans le cadre de leurs mandats respectifs".
3. Le PNUE se félicite également de la récente initiative des Membres de l'OMC visant à améliorer la mise en distribution générale des documents relatifs aux délibérations du CCE, y compris les positions nationales élaborées pour la Session extraordinaire du Comité. N'ayant pas le statut d'observateur pour ces Sessions extraordinaires, nous souhaiterions demander également que cette mise en distribution générale soit étendue aux comptes rendus des Sessions extraordinaires du CCE.
4. L'octroi du statut d'observateur aux Secrétariats des AEM et au PNUE pour les négociations en cours dans les Sessions extraordinaires du Comité demeure pour le PNUE une priorité. Le statut d'observateur permettrait aux AEM et au PNUE de mieux informer l'OMC et ses Membres sur des questions de fond qui présentent un intérêt pour leurs discussions. Les Secrétariats des AEM pourraient aussi communiquer aux Conférences des parties et aux organes subsidiaires de leurs accords des renseignements utiles sur l'évolution de la situation à l'OMC. Cette voie de communication, suivant en "temps réel" les négociations de l'OMC, viendrait compléter les mécanismes nationaux de coordination entre les ministères du commerce et les ministères de l'environnement. Cette coordination en serait sans aucun doute améliorée, ce qui faciliterait la conception des politiques favorables au développement durable. Ainsi, les négociations de l'OMC en question pourraient aborder les questions présentant un intérêt commun pour les deux régimes, d'une manière qui serait réciproque et mutuellement avantageuse.

5. La coopération et les interactions entre les AEM, l'OMC et le PNUE entrent aussi en ligne de compte pour toute une gamme d'autres éléments du Programme de travail de Doha examinés à la présente session ordinaire du Comité.

6. Tout d'abord, le paragraphe 33 évoque la nécessité d'un renforcement des capacités dans le domaine du commerce et de l'environnement. Les Secrétariats des AEM et le PNUE collaborent déjà avec l'OMC à son programme de séminaires régionaux sur le commerce et l'environnement. Des fonctionnaires des divers Secrétariats d'AEM et du PNUE ont participé activement à des séminaires régionaux organisés depuis février 1999 au Zimbabwe, à Malte, à Singapour, en Namibie, à Sainte-Lucie et en Lettonie. La présence de ces Secrétariats et les exposés qu'ils ont faits ainsi que ceux des responsables de la CNUCED et de l'OMC ont été immanquablement salués par les fonctionnaires nationaux participants.

7. Dans les prochains mois, le PNUE espère étendre ces activités aux niveaux national et régional en partenariat avec les AEM, l'OMC et la CNUCED. La CNUCED et le PNUE organiseront aux Fidji à la fin du mois de novembre un atelier de formation immédiatement avant ou après le séminaire régional de l'OMC, dans le cadre du programme de leur Équipe spéciale chargée du renforcement des potentiels en matière de commerce, d'environnement et de développement (ESRP). Le PNUE donne également suite aux recommandations issues de ses ateliers sur le renforcement des capacités qui se sont tenus en mars et juillet, respectivement, à Genève et Washington. Ces initiatives ont dépassé le simple échange de renseignements pour produire des activités et des résultats qui renforcent la capacité des pays d'analyser et de réagir aux interactions entre les politiques menées dans les domaines du commerce, de l'environnement et du développement. Les travaux actuels du PNUE sur l'évaluation intégrée des politiques liées au commerce peuvent par exemple apporter aussi une contribution importante au partage des connaissances spécialisées et des expériences avec les Membres, s'agissant des examens environnementaux, comme le recommande le paragraphe 33.

8. Deuxièmement, les Secrétariats des AEM et le PNUE détiennent des connaissances et une expertise qui leur permettent d'apporter une contribution aux questions examinées au titre du paragraphe 32 de la Déclaration ministérielle de Doha. L'écoétiquetage est un instrument qui peut contribuer à la mise en œuvre des AEM. Les questions d'étiquetage ont été soulevées tout particulièrement par les Secrétariats de la CITES et de la Convention Ramsar lors des discussions sur cet interface entre les politiques. De plus, l'étiquetage est expressément mentionné dans le programme de travail sur les mesures incitatives de la Convention sur la diversité biologique, et est un instrument qui jouera également un rôle important dans la mise en œuvre du Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques. L'échange d'informations et le statut d'observateur favoriseraient une meilleure compréhension des rapports existant entre les débats sur l'étiquetage à l'OMC et dans le cadre des AEM, par exemple, en permettant au PNUE et aux Secrétariats des AEM de puiser dans leur expérience et leurs études concernant la conception et l'application des systèmes d'écoétiquetage.

9. Troisièmement, les dispositions de l'Accord sur les ADPIC sont d'un intérêt considérable pour les Secrétariats des AEM dans lesquels le transfert de technologie jouera un rôle important pour réduire la pollution de l'environnement mondial, ainsi que pour la Convention sur la diversité biologique dans le contexte de l'accès aux ressources génétiques et au partage des avantages, et pour protéger les connaissances traditionnelles liées à la biodiversité. L'intensification des échanges de renseignements et l'octroi du statut d'observateur dans les domaines relatifs à la propriété intellectuelle pourraient être avantageux pour tous les Membres de l'OMC en aidant à déterminer les synergies existant entre l'OMC et les AEM.

10. Quatrièmement, il importe également que les négociateurs des AEM responsables de la conception des moyens d'action nécessaires à la mise en œuvre de ces accords, y compris les instruments de politique économique et toute autre mesure liée aux échanges, comprennent quels sont

les effets des mesures environnementales sur l'accès aux marchés, notamment pour les pays en développement et les pays les moins avancés. Les travaux de recherche menés par l'intermédiaire du Groupe de travail sur les instruments économiques du PNUE, notamment dans le contexte de la mise en œuvre des AEM, et le document que le Secrétariat de la CITES présentera à leur Conférence des parties (COP) à Santiago du Chili en novembre en sont d'excellents exemples.

11. Nous pensons que tous les pays, notamment les pays en développement, pourront très certainement retirer des avantages corrects d'une amélioration de la coopération et de l'échange de renseignements, et de l'octroi du statut d'observateur. Cela va dans le sens des recommandations de la Déclaration ministérielle de Doha et du Plan de mise en œuvre du Sommet mondial sur le développement durable qui préconisent l'élargissement de l'accès aux marchés pour les pays en développement.

12. L'accès à l'information et le statut d'observateur ne sont pas bien sûr à sens unique. Le PNUE estime à ce propos que les initiatives prises par le Secrétariat de l'OMC pour fournir des informations aux Conférences des parties et aux organes subsidiaires des AEM constituent un progrès important. On peut citer comme exemple les activités parallèles organisées par le Secrétariat de l'OMC à La Haye en marge de la sixième Conférence des parties à la CITES, ainsi que de la prochaine Conférence des parties à la CITES qui doit se tenir à Santiago du Chili. Nous souhaitons encourager les Membres de l'OMC à appuyer ces activités et à explorer toutes leurs possibilités dans d'autres instances pertinentes. Le Conseil d'administration du PNUE et les Conférences des parties de la plupart, sinon de tous les AEM, ont invité et continueront à inviter les fonctionnaires du Secrétariat de l'OMC à participer à leurs réunions en tant qu'observateurs.

13. Même si ces secrétariats font le meilleur usage des réseaux d'information existants, le PNUE estime qu'il demeure essentiel de s'assurer d'une mise en œuvre rapide des procédures d'échange de renseignements et d'élaboration des critères pour l'octroi du statut d'observateur, comme le recommande l'alinéa ii) du paragraphe 31. À notre avis, les négociations en cours ne devraient pas empêcher d'octroyer le statut d'observateur aux Sessions extraordinaires du CCE aux AEM qui ont été invités d'un manière régulière à la session ordinaire du CCE et aux séances d'information des AEM. Le PNUE estime qu'il faut aussi apporter des solutions pragmatiques aux demandes de statut d'observateur en suspens dans le cadre de tous les autres comités appropriés de l'OMC. L'information pour les négociations de l'OMC sera tout simplement meilleure si les AEM sont présents pour observer et apporter des précisions techniques le cas échéant.

14. Le PNUE se réjouit à l'idée que les négociations prescrites au titre de l'alinéa ii) du paragraphe 31 devraient aboutir à l'intensification des échanges de renseignements, à une plus grande transparence et à une collaboration plus poussée entre les AEM, l'OMC et le PNUE. Nous espérons également que tous les comités de l'OMC qui estiment que les AEM ou le PNUE disposent d'analyses pertinentes, d'une expérience des moyens d'action ou d'autres renseignements permettant d'enrichir les débats ou les négociations, n'hésiteront pas à en demander communication, comme le Conseil de l'ADPIC l'a fait récemment en s'adressant au Secrétariat de la CDB.

15. Les discussions qui ont eu lieu pendant les préparatifs du Sommet mondial sur le développement durable et les résultats de ce sommet ont montré clairement qu'il fallait intensifier la coopération et l'échange de renseignements entre les institutions internationales chargées des divers aspects du développement durable. Nous devrions traduire l'échange de renseignements en mécanismes pratiques qui permettent d'échanger contributions de fond et expériences concrètes entre les organismes s'occupant du commerce et ceux qui sont spécialisés dans l'environnement, de manière à accroître dans tous les pays les moyens pour concevoir et mettre en œuvre des politiques commerciales et environnementales mutuellement favorables.

16. Le commerce est identifié comme un moyen de mise en œuvre absolument essentiel pour le développement durable dans le Plan de mise en œuvre qui a été adopté à Johannesburg le mois dernier. Il est par conséquent clair que les institutions multilatérales chargées du commerce et de l'environnement ont l'obligation d'intensifier leur coopération et l'échange de renseignements. Le PNUE se fera un plaisir de satisfaire à cette obligation, en partenariat avec l'OMC et les AEM, de sorte que ces négociations puissent réaffirmer que les relations entre les AEM et l'OMC reposent sur leur statut égal en droit international, leurs caractéristiques uniques et multilatérales et leurs domaines de compétence respectifs.

---